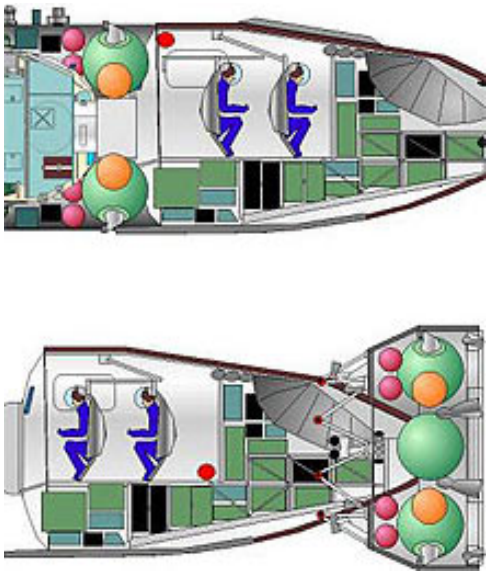
Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales
7 mars 2005
N°280 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

# Le leadership européen des lanceurs spatiaux



En signant une alliance industrielle, le 19 janvier 2005, Roskosmos et l'Agence spatiale européenne sont devenus les leaders mondiaux dans le domaine des lanceurs spatiaux. Outre l'intérêt économique de ce pacte, il garantit une totale indépendance de la Russie et de l'Union européenne pour ses systèmes d'observation et de communication satellitaires. Malgré de récents échecs qui auraient pu les décourager, ces États sont parvenus à développer les meilleures technologies en la matière.

page 2

## Drogues : guerre à la concurrence !

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

John Walters, le « tsar antidrogues » des États-Unis, apporte son soutien au ministre de la Santé français, Philippe Douste-Blazy, pour sa campagne contre l'usage du cannabis. Mais pourquoi éliminer cette drogue, plutôt qu'une autre ? Le retrait du cannabis du marché français ne manquerait pas de s'effectuer au profit d'autres produits cultivés dans des zones sous contrôle militaire US, en Afghanistan par exemple.

page 5

REPÈRE : 5 MARS 1968

## La naissance du COINTELPRO

Face à l'agitation sociale qui prend de l'ampleur aux États-unis et notamment face à la radicalisation de la revendication noire, le FBI craint de perdre le contrôle de situation. Dans une directive du 5 mars 1968, la directeur Edgar J. Hoover écrit : « *Il faut tout faire pour éviter une coalition des mouvements noirs qui pourrait former la base d'un mouvement de guerilla de type "Mau Mau" sur notre sol* ». Pour cela, le renseignement (Intelligence) ne suffit plus, il faut pratiquer le Contre-renseignement (Counter-Intelligence) : « *Les agents informateurs ne sont pas la solution, il nous faut des agents actifs, qui participent aux actions des états majors subversifs et en orientent les décisions. Nous devons être en mesure de manipuler leurs communications, semer la zizanie entre leurs chefs et, si cela est nécessaire, les utiliser en leur dictant des cibles* ». Le FBI met donc en place un bureau secret, chargé du COINTELPRO (Counter-Intelligence-Program) qui deviendra vite l'officine des coups fourrés de la politique. Nixon s'en servira abondamment pour sa campagne politique. ■

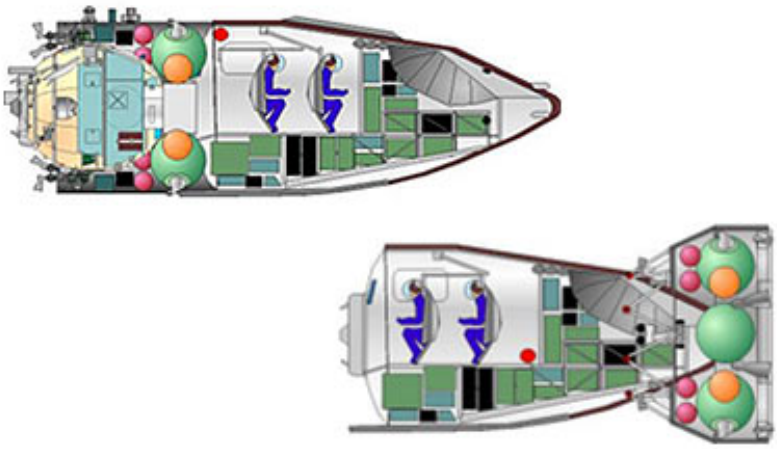
## 11 septembre : Cynthia McKinney, seule parlementaire démocrate aux USA ?

Voici l'extrait vidéo et la retranscription d'une intervention de Cynthia McKinney au Congrès états-unien, le 16 février 2005. Elle y soulève la question des 4 exercices militaires qui se déroulaient dans la journée du 11 septembre 2001 et qui seraient, selon le livre de Michael C. Ruppert *Crossing the Rubicon*, l'instrument ayant permis aux véritables terroristes de paralyser la réaction de l'armée de l'air. La parlementaire met en évidence l'embarras de l'exécutif à dévoiler les circonstances réelles de cette opération.

page 12

# Le leadership européen des lanceurs spatiaux

**En signant une alliance industrielle, le 19 janvier 2005, Roskosmos et l'Agence spatiale européenne sont devenus les leaders mondiaux dans le domaine des lanceurs spatiaux. Outre l'intérêt économique de ce pacte, il garantit une totale indépendance de la Russie et de l'Union européenne pour ses systèmes d'observation et de communication satellitaires. Malgré de récents échecs qui auraient pu les décourager, ces États sont parvenus à développer les meilleures technologies en la matière.**



**Deux variantes du vaisseau de transport russe Kliper**
*Crédit Image : Mark Wade*

Le troisième sommet mondial sur l'observation de la terre (EOS III - Earth Observation Summit) s'est tenu à Bruxelles, le 16 février 2005, immédiatement suivi de la Conférence sur la coopération spatiale, les 17 et 18 février. Ces évènements étaient organisés par le Groupe d'observation de la terre (Group on Earth Observations) co-présidé par les États-Unis, l'Union européenne, le Japon et l'Afrique du Sud.

Le sommet a mis au point un plan décennal visant à la création d'un « Système des systèmes mondiaux d'observation » (GEOSS). Pour convaincre les opinions publiques du bien fondé de ce programme, les décideurs ont mis en avant son utilité pour prévenir des catastrophes comme celle du tsunami qui vient de ravager les côtes de l'Océan indien. Mais les applications sont évidemment

beaucoup plus vastes.

La Conférence sur la coopération spatiale ressemblait, quant à elle, plus à une foire internationale permettant de faire coïncider offre et demande de satellites. Elle a mis en lumière le boom mondial des tirs spatiaux en réponse à la demande exponentielle de mise en orbite de satellites d'observation et de communication. Au début de l'année, le président états-unien George W. Bush a chargé le secrétaire à la défense et le directeur de la NASA de concevoir et de développer de nouveaux lanceurs lourds destinés à la domestication de l'Espace. Le 12 janvier 2005, le Japon a testé avec succès un booster pour son missile H-2A. les 17 pays de l'Agence spatiale européenne (ESA) mettent les bouchées doubles pour moderniser le parc des arianes et augmentent d'année en année les crédits à la conception de nouveaux porte-satellites.

Désormais l'investissement des Européens ne se limitera plus à la participation « à la carte » à l'Agence spatiale européenne, il sera encouragé par l'Union européenne. Le projet de Traité constitutionnel, signé en octobre 2004 et ouvert à ratification, définit pour la première fois l'Espace comme compétence partagée de l'Union. Le premier « Conseil des ministres Espace » s'est réuni dès novembre 2004 et a mis à l'étude une large gamme d'options en vue de déterminer, fin 2005, le Programme spatial européen. Les 25 États membres de l'Union y ont participé, ainsi que 2 États non-membres, mais néanmoins déjà adhérents de l'Agence spatiale européenne (la Suisse et le Canada). Quoi qu'il en soit, depuis plusieurs années déjà, la Commission et l'Agence conduisent en commun deux projets : le système mondial de navigation par satellite (Galileo) et l'ensemble des services de surveillance globale pour l'environnement et la sécurité (GMES). Tous deux ont des applications duales, à la fois civiles et militaires. À la suite d'un dur combat, le Pentagone a renoncé à empêcher le programme Galileo qui mettra fin au monopole de son GPS, mais s'est doté des moyens de détruire le système européen en cas de conflit. Le GMES concernera les liaisons spatiales, le monitorage économique de la Terre, l'étude du Soleil, la recherche et le sauvetage, le contrôle du respect des accords internationaux, le monitorage des catastrophes naturelles, le monitorage des déchets dans l'espace, et les études astrophysiques et planétaires.

Lancement d'un satellite en mer par la société Sea-Launch

Le palmarès 2004 des tirs se répartit comme suit : Russie (Roskosmos) 46,2 %, États-Unis (NASA) 29,6 %, Chine 14,8 %, Sea Launch 5,6 % [1], Agence spatiale européenne 5,6 %, Inde 1,8 %.

Dans l'industrie spatiale, les lanceurs ne représentent qu'une faible partie des budgets, comparé à la fabrication des satellites et des stations au sol, mais ils sont stratégiquement décisifs. Dans cette perspective, l'alliance signée le 19 janvier entre Roskosmos et l'Agence spatiale européenne assure un leadership aux Russes et aux Européens dans ce domaine. Les partenaires travailleront sur la conception et l'expérimentation de propulseurs cryogéniques, d'étages de fusées réutilisables et d'appareils pour systèmes de

transport spatiaux, pour un budget de 344 millions d'euros.

Cette position dominante ne signifie pas que les Russes et les Européens veuillent développer leur industrie contre les États-Uniens, mais elle reflète leur avance technologique. Consciente de l'expérience technique accumulée par la coopération dans le cadre des programmes Space Shuttle, le Train orbital russe Mir et la Station spatiale internationale, la Russie a approuvé la proposition des États-Unis de normaliser et d'unifier les systèmes de vaisseaux spatiaux d'avenir.

« *Nous voulons rendre le Kliper, le vaisseau développé en Russie, et le vaisseau piloté de recherches états-unien, complètement compatibles et complémentaires à toutes les grandes étapes des missions spatiales* », a indiqué Anatoli Perminov, directeur de Roskosmos. Ainsi, « *les vaisseaux russes et états-uniens pourraient former un train permettant à leurs équipages de changer d'astronef, de procéder à un ravitallement réciproque et, au besoin, de garantir le sauvetage d'un équipage en détresse* ».

L'industrie russo-européenne dispose déjà de centres de lancement particulièrement bien équipés. L'Agence spatiale européenne utilise le centre de Kourou, en Guyanne française. Sa situation géographique, à 500 km de l'équateur, facilite le lancement en orbite géostationnaire et accroît la vitesse delancement en ajoutant celle de la rotation de la Terre autour de l'axe polaire. Outre la fusée Ariane-5, il acceuillera en 2007 des Soyouz-2 russes. Roskosmos utilise principalement les bases de Baïkonour et de Plessetsk. Baïkonour est située au Kazakhstan et louée par la Russie jusqu'en 2050. Elle n'est bien sûr utilisée qu'à des fins exclusivement civiles. On y met au point la nouvelle version de la fusée Proton, le lanceur le plus fiable au monde. Le Cosmodrome de Plessetsk relève, lui, du ministère russe de la Défense. On y expérimente actuellement les fusées Angara. En outre, la Russie réalise plusieurs tirs par an depuis des sous-marins stratégiques en mer de Barents.

**Iouri Zaïsev, Andrei Kisliakov et la rédaction du Réseau Voltaire**
*Iouri Zaïsev est expert de l'Institut russe de recherches spatiales. Andrei Kisliakov est chroniqueur politique de l'agence RIA Novosti.*

---

[1] Sea Launch est une société privée constituée par des capitaux états-uniens, russes, ukrainiens et norvégiens.

FOCUS

# Drogues : guerre à la concurrence !

## Analyse

Michel Béchara el-Khoury dénonce dans *Le Monde* l'instrumentalisation du désir d'indépendance de son pays, le Liban, pour servir les appétits états-uniens. Il souhaite, comme beaucoup de ses compatriotes revenir au pacte constitutionnel de 1943. À ce titre, il souhaite le retrait syrien, mais pas pour que les troupes de Damas soient remplacées par celles de Washington. Il estime le moment venu de désarmer le Hezbollah, qui a défendu le pays lors de l'occupation israélienne, mais pas pour voir cette occupation se reproduire. Ceux qui prétendent aujourd'hui vouloir aider les Libanais semblent poursuivre avant tout leurs propres intérêts.
Dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, Flynt Leverett, le diplomate états-unien qui rédigea la « Feuille de route », s'interroge sur la stratégie de la Maison-Blanche. A-t-on bien compris que, « la nature ayant horreur du vide », le retrait syrien portera nécessairement le Hezbollah au pouvoir ? En réalité, ce retrait n'est souhaitable que graduellement, mais l'administration Bush est aveuglée par sa volonté de faire du Liban un État maronite. Ce faisant, elle reprend le vieux rêve de David Ben Gourion, pas celui des Libanais eux-mêmes.

Nicholas Eberstadt, de l'American Enterprise Institute, a développé devant le Congrès la théorie de la menace nord-coréenne. Son audition a été reproduite par le *Washington Post*. Il y rappelle que les États-Unis n'ont jamais signé de paix, simplement un cessez-le-feu, et sont donc toujours en guerre contre Pyongyang. Selon lui, le régime communiste ne vit que pour abattre l'Amérique et se dote de l'arme nucléaire pour la détruire. Il est donc indispensable de tirer les premiers « pour protéger le monde ».
Une démonstration qui est au moins convaincante sur un point : les États-Unis

s'estiment toujours en guerre en Corée. Et à entendre leurs menaces, on comprend pourquoi la Corée du Nord s'est transformée en bunker.

Le premier ministre irakien sortant, Iyad Allaoui, tire le bilan de son action dans le *Wall Street Journal*. À ses yeux, la politique de démantèlement de l'armée et de déba'asification initiée, avant lui, par Ahmed Chalabi fut un désastre, dont il a hérité et qu'il a corrigé. Il appartiendra à son successeur de la poursuivre. Bien que M. Allaoui ne le précise pas, il convient d'indiquer qu'il préconise la création d'un poste de Conseiller national de sécurité auquel il postule. Dès lors ce bilan est aussi une demande d'emploi dans la prochaine administration. En Irak occupé, ce n'est évidemment pas parce que les électeurs ont sanctionné sa politique que sa carrière doit se terminer là.

Enfin, John Walters, le « tsar antidrogues » des États-Unis, publie une tribune inattendue dans *Le Figaro*. Il y apporte son soutien au ministre de la Santé français, Philippe Douste-Blazy, pour sa campagne contre l'usage du cannabis. On observera en premier lieu que les attributions de M. Walters sont très différentes de celles d'un ministre de la Santé. En effet, il traite la question des drogues d'un point de vue militaire et pénal. Il supervise notamment le Plan Colombie. Deuxièmement, on se posera la question de l'objectif commun affiché : « éliminer le cannabis ». Que cache l'idéologie d'un « monde sans drogues » et pourquoi éliminer cette drogue, plutôt qu'une autre ? En termes économiques, le marché des drogues en France représente un enjeu d'importance. Le cannabis disponible est principalement d'importation marocaine. Il représente la seconde source de revenu du royaume chérifien, après le tourisme. Sa production et sa commercialisation sont contrôlées par des sociétés liées, directement ou indirectement, à la famille royale ou au palais. Le retrait du cannabis du marché français ne manquerait pas de s'effectuer au profit d'autres produits, dérivés soit de la coca, soit du pavot, cultivés dans des zones sous contrôle militaire US, en Afghanistan par exemple. Il va de soi que le passage du cannabis vers ce type de produits s'effectuerait au détriment de la Santé publique.

**Réseau Voltaire**

Michel Béchara el-Khoury

Michel Béchara el-Khoury est ancien ministre du gouvernement libanais et ancien gouverneur de la Banque du Liban.

# « Revenir au "pacte de 1943" »

Source : Le Monde
Référence : « Revenir au "pacte de 1943" », par Michel Béchara el-Khoury, *Le Monde*, 4 mars 2005.

La déferlante anti-syrienne à Beyrouth, dans la rue et au Parlement, après l'assassinat de Rafic Hariri, n'est que l'expression finalement étalée au grand jour d'un ressentiment refoulé contre une mainmise de Damas sous couvert d'une démocratie de façade. Il s'agit d'un sabotage systématique de l'esprit même de cette société consensuelle, fruit d'une longue tradition reflétée par le pacte - constitutionnel - de 1943 et qui est en réalité notre vraie, peut-être notre seule raison d'être. Cette mainmise perverse s'attaque au sens des mots et affaiblit toute résistance. Certes, une opposition se développe, mais pour oser donner leur vraie signification aux mots "souveraineté" ou "indépendance", elle se trouve paradoxalement accusée de trahir une sémantique officielle, qui les traduit systématiquement par le mot "Syrie". Une presse disposant encore d'une timide marge de liberté s'offre quelquefois le luxe d'un peu de mauvaise humeur.

Certes tous les maux ne sont pas d'origines syriennes et beaucoup sont inhérents au Liban. Toutefois, c'est sous le joug syrien aujourd'hui qu'ils se développent et restent impunis. Le rêve d'expansion syrien vers le Liban est aussi vieux que la Syrie. Damas a profité des évènements avec une belle dextérité pour s'offrir une suprématie longtemps convoitée. La Syrie a exploité au mieux la situation internationale et cette présence a été utile. Mais de là à exercer une mainmise totale sur nos affaires, il y a quelque abus ; auquel il faut ajouter le maintien au Sud du Liban d'une véritable armée privée - le Hezbollah - qui, il est vrai, a héroïquement combattu l'occupation israélienne et en a triomphé. Tout en reconnaissant les sacrifices du Parti de Dieu, on pourrait s'interroger sur les raisons invoquées par la Syrie et ses acolytes libanais pour empêcher indéfiniment sa démobilisation.

Le 11 septembre 2001 a considérablement changé la donne. Pour nous limiter à ce qui nous concerne, un fait nouveau, presque surprenant, est l'usage de ce qu'on pourrait appeler la "carte libanaise" par les Etats-Unis pour obtenir de la Syrie un certain nombre de prestations qui, elles, ne se rapportent pas directement au Liban. Il s'agit du *Syrian Accountability Act*, qui demande à Damas, dans un de ses paragraphes, d'évacuer le Liban, suivi par la résolution 1559.

Le Liban doit revenir à l'esprit de 1943. Nul besoin que le monde extérieur se mêle de résoudre ou d'aggraver nos problèmes. Pour peu que la sagesse l'emporte sur les appétits démesurés des uns et les intérêts immédiats des autres, un dialogue serein peut s'ouvrir qui aboutirait à des formules acceptables par tous. Il faut souhaiter que l'intervention de l'étranger - puisqu'il

y a eu intervention, quoique non sollicitée - serve au moins à sortir les acteurs politiques et leurs maîtres d'un aveuglement plein de périls.

## Flynt Leverett

Flynt Leverett est chercheur à la Brookings Institution. Il est ancien fonctionnaire au département d'État, analyste à la CIA et directeur des affaires moyen-orientales au National Security Council. Il est le rédacteur de la « feuille de route ».

# « Ne vous jetez pas sur la route de Damas »

Source : International Herald Tribune
, New York Times
Référence : « Don't Rush on the Road to Damascus », par Flynt Leverett, *New York Times*, 2 mars 2005.
« Don't rush it with Syria », *International Herald Tribune*, 3 mars 2005.

L'assassinat de Rafic Hariri a donné une nouvelle vie à une vieille idée : utiliser la question de l'indépendance libanaise pour saper la position stratégique de la Syrie. George W. Bush parle désormais du « régime syrien » quand il est question du retrait du personnel militaire et des services de renseignement syriens du Liban.

Rumsfeld et Abrams croient que cela permettra l'établissement d'un régime pro-occidental au Liban, complaisant avec Israël et prêt à aider à la projection de la puissance américaine dans la région. Ils pensent également que ce sera le premier pas vers l'effondrement de la Syrie. Pourtant, cette stratégie comprend de grands risques. Pour commencer, toute tentative d'installation d'un gouvernement pro-occidental à Beyrouth provoquera une réaction du Hezbollah et face à cette résistance, les efforts d'installation d'un gouvernement pourrait échouer. L'administration Bush comprend-elle que quand elle affirme qu'un gouvernement libanais doit reconnaître la diversité du pays, cela suppose forcément une place importante pour le Hezbollah ? Or, pour ce groupe, la Syrie est un élément modérateur.

En outre, un départ du président Assad de Syrie entraînera le chaos dans ce pays aussi divers dans sa composition ethnico-religieuse que l'Irak ou le Liban. Le meilleur moyen de promouvoir la réforme est de discuter avec Bachar El Assad au lieu de l'isoler ou de le renverser. Bush doit abandonner son attachement idéologique à une domination maronite du Liban. Quand nous avons suivi cette voie, nous avons eu des morts et des otages. La dernière déclaration de Bachar El Assad montre qu'il est possible de négocier avec lui une échéance pour le retrait syrien. Toutefois, l'administration états-unienne doit reconnaître que ce retrait s'étendra sur des années, pas des mois. Il faut utiliser la tactique de la carotte et du bâton avec Damas.

## Nicholas Eberstadt

Ancien expert du département d'État et de la Banque mondiale, Nicholas Eberstadt détient la chaire Henry Wendt de l'économie politique de l'American Enterprise Institute.

# « Quelle surprise ? »

Source : Washington Post
Référence : « What Surprise ? », par Nicholas Eberstadt, *Washington Post*, 1er mars 2005. Ce texte est adapté du témoignage prononcé par l'auteur devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants états-unienne.

Les récentes déclarations de la Corée du Nord sur sa possession d'armes nucléaires et sa capacité à les utiliser ont surpris une grande partie du monde. Mais la vraie surprise est qu'ils aient été surpris. Cette déclaration n'est en effet que le point culminant d'un enchaînement logique d'évènements.
La République populaire démocratique de Corée est un État construit politiquement pour remplir trois missions : mener une guerre, réparer un échec (l'invasion de 1950) et mettre en œuvre une grande vision idéologique (la réunification de la Corée sous l'égide d'un grand pays socialiste). La Corée du Nord est d'ailleurs toujours en guerre puisqu'en 1953 ce n'est pas un traité de paix mais un cessez-le-feu qui a mis fin au conflit. La Corée du Nord maintient une grande armée conventionnelle, mais avec un système économique soviétique en déliquescence et cette armée ne pourrait rien contre une alliance états-uno-sud-coréenne. Aussi, il est impératif pour Pyongyang, s'il veut réaliser ses objectifs, de ne pas employer que des moyens conventionnels et d'être en mesure de frapper le cœur de l'Amérique avec des armes nucléaires.
Ces armes permettent à la Corée du Nord de menacer les Etats-Unis, d'avoir un moyen de prévention contre eux et donc de détruire de facto l'alliance militaire entre Washington et Séoul. Il faut bien comprendre également que la Corée du Nord n'acceptera pas une négociation gagnant-gagnant, Elle ne croit que dans les jeux à somme nulle. La Corée du Nord n'acceptera jamais de se dénucléariser via la négociation.
Kim Jong Il souhaite que la Corée du Nord soit protégé du reste du monde, notre travail à nous est de protéger le monde de la Corée du Nord.

## Iyad Allaoui

Ancien membre du Ba'as puis activiste anti-Saddam Hussein financé par la

# « Le travail devant nous »

Source : Wall Street Journal
Référence : « The Task Ahead », par Iyad Allaoui, *Wall Street Journal*, 28 février 2005.

Il y a près d'un mois, les Irakiens ont voté pour leur première élection démocratique. Le nouveau parlement a déjà été formé et travaille à la constitution d'un gouvernement. Quand cela sera fait, le rôle du gouvernement que je dirige sera terminé. Cela fut un grand honneur pour moi de poser les fondations d'un nouvel Irak libre, prospère et pacifique. Nous avons été

CIA, Le docteur Iyad Allaoui est Premier ministre du gouvernement par intérim d'Irak.

confrontés à de nombreuses difficultés, mais les défis auxquels le prochain gouvernement devra répondre ne sont pas moins ardus. Il va devoir poursuivre la réconciliation nationale, une tâche que nous avons commencée et qui a été rendu plus difficile par les erreurs initiales qu'ont été le démantèlement de l'armée irakienne et la déba'asification.

Nous allons devoir nous assurer que le prochain gouvernement reflète la pluralité des opinions. Nous devons avoir la même approche avec les forces de sécurité et les nominations aux postes officiels. Nous devons également nous assurer des bonnes relations avec nos voisins. La rédaction de la constitution est une tâche vitale, aussi importante pour nous que l'a été le travail des Pères fondateurs pour les États-Unis. Ce texte devra garantir les droits de tous les Irakiens. Si nous parvenons à surmonter les problèmes, ce texte permettra de soigner les maux d'une société irakienne divisée.

Les islamistes chiites doivent montrer qu'ils n'exploiteront pas leur position majoritaire et les autres communautés doivent s'investir également. Les chaînes de télévision arabes ont dans ce processus un grand rôle à jouer. Elles doivent montrer quelle est la force de la démocratie et ainsi inspirer le reste du monde arabe. Outre ces questions politiques, nous devons nous investir dans le rétablissement de la sécurité en Irak et la prospérité.

## John Walters

John Walters est membre du cabinet du président des États-Unis, directeur du bureau national en charge de la politique de contrôle des drogues.

# « Il faut éliminer le cannabis »

Source : Le Figaro
Référence : « Il faut éliminer le cannabis », par John Walters, *Le Figaro*, 3 mars 2005.

En novembre 2004, le Centre européen des drogues et des toxicomanies (EMCDDA) a, dans son rapport annuel, publié des statistiques alarmantes sur la consommation du cannabis en France. Les autorités françaises sont conscientes de la menace que cette consommation croissante fait planer sur la santé des jeunes. Des mesures sont en cours d'application afin de renverser cette tendance inquiétante.

Le ministre français de la Santé, Philippe Douste-Blazy a d'ailleurs publiquement dénoncé la dangerosité de cette drogue. En effet, des journaux spécialisés aux États-Unis et en Grande-Bretagne ont publié des études établissant de façon très claire les risques pour les consommateurs. En outre, il s'agit d'une drogue dont on peut être dépendant très vite et le nombre de jeunes toxico-dépendants augmente fortement. L'augmentation du besoin de traitements, spécialement chez les jeunes, est étroitement liée à la concentration accrue du produit, celle-ci a presque triplé depuis les années 70 et 80.

L'expérience américaine a montré que les campagnes d'information publiques à destination des jeunes et de leurs parents fonctionnent. Le plus récent rapport annuel sur le sujet indique une diminution de 17 % du recours à la drogue par les adolescents, entre 2001 et 2004, ce qui représente un chiffre de 600 000 consommateurs en moins. La consommation de cannabis a diminué de 18 %.

Les États-Unis se félicitent de voir la France engagée dans une campagne de

prévention sur le cannabis et réfutent toutes les opinions erronées selon lesquelles la drogue est sans risque.

Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
**Directeur de la publication :** Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
**Abonnements**
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

# 11 septembre : Cynthia McKinney, seule parlementaire démocrate aux USA ?

**Voici l'extrait vidéo et la retranscription d'une intervention de Cynthia McKinney au Congrès états-unien, le 16 février 2005. Elle y soulève la question des 4 exercices militaires qui se déroulaient dans la journée du 11 septembre 2001 et qui seraient, selon le livre de Michael C. Ruppert *Crossing the Rubicon*, l'instrument ayant permis aux véritables terroristes de paralyser la réaction de l'armée de l'air. La parlementaire met en évidence l'embarras de l'exécutif à dévoiler les circonstances réelles de cette opération.**

Depuis la clôture de la Commission d'enquête officielle sur les attentats du 11 septembre 2001, qui marquait la phase finale de l'étouffement de l'affaire, le processus légitime et démocratique de questionnement semble totalement verrouillé, au point que beaucoup de chercheurs comme Michael C. Ruppert considèrent maintenant la poursuite des travaux de recherche comme contre-productive. En revanche Cynthia McKinney, représentante états-unienne démocrate pour le quatrième district de Géorgie, réélue pour un sixième mandat en novembre 2004, reste déterminée pour ce qui est de la démocratie directe, seul espoir de ramener le débat devant les assemblées. Elle a donc profité, le 16 février 2005 au Congrès, de l'annonce d'une séance de questions au secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, pour formuler devant les caméras de télévision nationale une question qui brûle les lèvres de millions d'États-uniens en mal de vérité et de démocratie : qu'en est-il des exercices militaires du 11 septembre 2001 ?

▸ *Transcription en langue anglaise de l'intervention :*

**Donald Rumsfeld :** (...) put down the names of everyone left, and we'll get'em down for breakfast sometimes in the next 2 or 3 weeks.

**Duncan Hunter :** OK.

**Cynthia McKinney :** Mr. Chairman, I have a question.

**Duncan Hunter :** The Gentle-lady is recognized.

**McKinney :** Thank you, Mr. Chairman. Would that breakfast with the Secretary be open to the public ? Hunter : Well, if you want to bring all the omelets it might be, but ah -

**McKinney :** Well Mr. Chairman, the problem is - and I appreciate your adherence to the five-minute rule - however there are many of us who have important questions and my question in particular is about the four war games that were taking place on September 11th and how they may have impaired our ability to respond to those attacks. Mr. Hunter : Well let me say the gentle lady...

[cross talk]

**McKinney :** I would like that question to be answered in public Mr. Chairman.

**Hunter :** Let me say to the gentle lady we're going to have other opportunities to have the Secretary in front of us and what we will do beyond having questions, if you want a question for the record, be able to put that to the record and have the answer on the record, but additionally at the next event where the Secretary testifies - we'll try to make sure that happens - we will start with the folks who did not get their question answered so you will have an opportunity.

**McKinney :** Thank you so much Mr. Chairman, and I hope the record is still open so that even that portion of my comment will be on this record.

**Hunter :** It will be so ordered.

**McKinney :** Thank you Mr. Chairman.

▶ *Traduction française de la transcription :*

**Donald Rumsfeld :** (...) notez les noms de tous ceux qu'il reste, et nous les convoquerons pour un petit-déjeuner dans les deux ou trois semaines à venir.

**Duncan Hunter :** D'accord.

**Cynthia McKinney :** M. le président, j'ai une question.

**Duncan Hunter :** J'accède à la demande de la dame.

**CMK :** Merci, M. le président. Ce petit-déjeuner avec le secrétaire [à la Défense Donald Rumsfeld] sera-t-il ouvert au public ?

**DH :** Eh bien, si vous voulez amener toutes les omelettes, c'est bien possible, mais euh -

**CMK :** Eh bien, M. le président, le problème c'est que - et j'apprécie votre observance de la règle des 5 minutes - cependant nous sommes nombreux à avoir des questions importantes à poser, et ma question en particulier porte sur les quatre exercices militaires qui se déroulaient le 11 septembre, et comment il pourraient avoir nui à notre capacité de répondre à ces attaques.

**DH :** Eh bien permettez-moi de dire que la dame...

[interférences verbales]

**CMK :** Je voudrais qu'une réponse soit apportée à cette question en public, M. le président.

**DH :** Permettez-moi de dire à la dame que nous aurons d'autres occasions d'être en face du secrétaire et ce que nous ferons, au-delà des questions qui seront posées, si vous voulez une question pour les *Minutes*, pouvoir l'inclure dans les *Minutes* et avoir la réponse dans les *Minutes*, mais additionnellement à la prochaine séance dans laquelle le secrétaire témoignera - nous essaierons de faire en sorte que cela se produise - nous commencerons par ceux qui n'ont pas obtenu de réponse, ainsi vous en aurez la possibilité.

**CMK :** Merci infiniment M. le président, et j'espère que les minutes sont toujours ouvertes de manière à ce que même cette partie de mon intervention figure dans ces minutes.

**DH :** Instruction sera donnée qu'il en soit ainsi.

**CMK :** Merci M. le président.

## Documents

**Échange entre Cynthia McKinney et Duncan Hunter, Congrès U.S., 16 février 2005**
Format Real Media
RealAudio - 2.3 Mo